

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-055**

SÉANCE DU 26 JUIN 2025

**POINT A.2.1
APPROBATION DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE
L'ÉTABLISSEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2026**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 26 juin 2025, sous la présidence de Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation et notamment son article R. 719-64,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université,

Après en avoir délibéré,

Approuve les orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2026, telles qu'annexées à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 28
Membres présents (14) ou suppléés (6) : 20
Membres absents et non suppléés : 8

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr





AVIGNON
UNIVERSITÉ

**Lettre de cadrage budgétaire
2026**

Juin 2025



Table des matières

| | |
|--|---|
| Table des matières..... | 1 |
| 1 Eléments de contexte | 2 |
| 2 Les choix stratégiques d'Avignon Université | 2 |
| 3 Des contrats d'objectifs, de moyens et de performance pour accompagner la stratégie d'Avignon Université | 4 |
| 4. Le budget 2026 demeure soumis à de fortes contraintes | 4 |
| 4.1. Une tendance au ralentissement des ressources de l'établissement | 4 |
| 4.2. La maîtrise de la masse salariale et les moyens 2024-2025 | 5 |
| 4.3. La nécessaire maîtrise des dépenses de fonctionnement 2026 | 6 |
| 4.4. Le recentrage du programme pluriannuel d'investissement | 6 |
| INDEX..... | 8 |

1 Eléments de contexte

Depuis son accession aux responsabilités et compétences élargies en 2010, Avignon Université a présenté chaque année des comptes en excédent jusqu'au compte financier 2022 avec un résultat déficitaire de près de 800 k€. Une large partie de ce déficit est imputable à des décisions nationales que nous subissons, liées notamment à des hausses de la valeur du point d'indice et du coût de l'énergie, qui n'étaient pas compensées. Une autre partie est structurelle, liée au fonctionnement de l'établissement, et pourrait nous installer durablement dans une situation de déficit. Evité de justesse en 2023 en raison d'une dotation de SCSP exceptionnelle en fin d'année, l'établissement a présenté un résultat en léger déficit en 2024 malgré les décalages de certains produits et charges intervenus cette même année.

Le budget initial 2025 a été voté en déficit prévisionnel de 1,65 M€ ; ce résultat pourrait sensiblement évoluer vers une marge d'exécution grâce à la pérennisation du versement annuel des reliquats du CFA. Cette année pourrait voir également une baisse conjoncturelle des dépenses de fonctionnement en raison de la mise en place de SIFAC+ qui a ralenti les engagements au cours du 1^{er} trimestre. Toutefois, l'amélioration prévisible du résultat 2025 liée à ces éléments exceptionnels ne doit pas occulter la réalité de la rigidité du budget de l'établissement.

A compter du 1^{er} janvier 2025, l'entrée en vigueur du décret modernisant le régime financier des EPSCP a modifié les modalités de la soutenabilité budgétaire des établissements. Désormais, elle est analysée au vu de trois indicateurs et non plus sur le seul résultat patrimonial. Au budget initial 2025, les indicateurs relatifs aux niveaux de la trésorerie et du fonds de roulement demeuraient en-deçà des plafonds fixés par le décret. En revanche, déjà malmené par les mesures salariales non compensées, l'indicateur relatif aux charges de personnel dépassait déjà la limite ; ce qui nécessitera des efforts dès le budget rectificatif 2025 pour éviter la mise en œuvre d'un Contrat de retour à l'équilibre avec le Rectorat, déclenchée dès le dépassement d'un seul critère.

| Indicateurs de soutenabilité budgétaire 2025 | | |
|--|-------|-------|
| Niveau Final de trésorerie (>30 jours de fonctionnement) | 47 | Jours |
| Niveau Final du FDR (>15 jours de fonctionnement) | 21 | Jours |
| Charges de personnel (< 83% des produits encaissables) | 83,46 | % |

On constate donc qu'à court terme le ratio Dizambourg (i.e. l'indicateur lié relatif aux charges de personnel) reste sous tension et sera l'objet d'une grande vigilance pour le maintenir au seuil de soutenabilité budgétaire en 2026.

2 Les choix stratégiques d'Avignon Université

La stratégie de différenciation a orienté les politiques d'établissement depuis plus de 20 ans, autour des deux thématiques « identitaires » – *Agrosciences* et *Culture, patrimoine, sociétés numériques*. Elle s'est appuyée sur des partenariats académiques majeurs avec INRAE et CNRS. Enfin, elle nous a conduit à repenser l'organisation interne de l'établissement et ses interfaces avec son environnement socio- économique. Ce processus a abouti à la création des deux Instituts thématiques et aux projets Villa Créative et Villa Naturalité, instruments au service du développement des partenariats sur nos axes de spécialisation.

Les orientations stratégiques d'AU s'inscrivent dans ce cadre renouvelé. Elles priorisent **trois axes principaux** pour la période quadriennale à venir :

- **l'accélération de la dynamique de différenciation** : la signature scientifique de l'établissement doit lui garantir son statut d'université de plein exercice, ancrée dans son territoire et qui développe une recherche de niveau international. L'accélération de cette dynamique mobilisera les instituts et devra conduire à renforcer à la fois l'offre de formation, la recherche et l'attractivité de l'établissement dans nos thématiques de spécialité.
- **la structuration et la valorisation des écosystèmes thématiques** : la politique partenariale

doit donner les moyens du développement de l'établissement en formation comme en recherche. Elle placera l'établissement au cœur des réseaux liés à nos spécialités scientifiques pour mieux valoriser les produits de notre recherche, mieux former et insérer nos étudiants, consolider la place essentielle que l'université joue dans son territoire, la rendre plus attractive aux niveaux national et international.

- **l'engagement dans la responsabilité sociétale et environnementale** : l'établissement doit tendre vers l'exemplarité environnementale et sociétale. Le schéma directeur de la durabilité doit être mis en œuvre. L'établissement doit par ailleurs consolider sa politique de prévention des violences et des discriminations et de prise en compte des diversités. Enfin, nous devons nous doter des moyens du renouvellement du dialogue science et société.

Ces orientations s'inscrivent dans le contexte d'une tension budgétaire renouvelée, d'efforts importants mobilisés pour répondre à l'enjeu de voir nos effectifs étudiants repartir durablement à la hausse, et pour accroître le taux d'étudiants en Master (le niveau actuel autour de 15% étant anormalement bas).

En 2026, nos efforts devront principalement porter sur :

- **l'attractivité d'une offre de formation** qui doit conduire à la réussite et à l'insertion :
 - augmenter de nos effectifs étudiants ;
 - rééquilibrer les effectifs étudiants en renforçant l'attractivité de nos Master liés à nos axes de différenciation ;
 - développer l'alternance pour amplifier la professionnalisation des formations ;
 - consolider les taux de réussite en licence, qui doivent se maintenir a minima au niveau national ;
 - soutenir une offre de formation internationalisée et la mobilité internationale des étudiants ;
 - établir une stratégie de communication ciblée qui contribue de façon déterminante à l'attractivité de l'établissement.
- **la structuration et la valorisation des partenariats** en recherche et formation :
 - consolider les instruments de la politique partenariale : Villas, convention de coordination territoriale, outils et plateformes partagés ;
 - poursuivre la dynamique de développement de la recherche partenariale, en particulier par la création de nouvelles chaires ;
 - développer une offre de formation en collaboration et en complémentarité avec des partenaires académiques du territoire ;
 - développer et structurer des réseaux de partenaires académiques internationaux centrés sur des thématiques scientifiques clairement identifiées ;
- l'intégration des **questions sociétales et environnementale** au cœur des missions et du fonctionnement de l'établissement :
 - poursuivre la mise en œuvre du schéma directeur de la durabilité ;
 - placer la sobriété énergétique au cœur d'une politique du patrimoine qui doit être structurée et pluriannuelle. Trouver les moyens de cette politique, notamment par la réponse à des appels à projets nationaux et européens ;
 - finaliser un schéma directeur de la vie étudiante qui nous amène à offrir un cadre sécurisant et stimulant à nos étudiants,
 - installer AU en chef de file du territoire en matière de Vie Étudiante afin de piloter les projets transversaux et communs à tous les établissements du supérieur du bassin avignonnais ;
 - ouvrir nos campus à nos grands partenaires académiques ; trouver les modalités d'accueil qui garantissent la soutenabilité technique et financière de cette ouverture ;
 - se doter des outils d'un dialogue science-société renouvelé.

Cette déclinaison pour 2026 des orientations stratégiques de l'établissement s'appuiera sur des modalités

de pilotage qui confirment les composantes en portage et en coordination sur toutes les grandes missions de l'établissement, dans leur périmètre thématique. Les contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) de composantes seront un des grands instruments de ce pilotage plus partagé du projet d'établissement.

3 Des contrats d'objectifs, de moyens et de performance pour accompagner la stratégie d'Avignon Université

Le cadre général est celui fixé par le projet d'établissement, incarné dans son COMP, qui doit être décliné au sein du périmètre de chaque composante dans le cadre de leur COMP. L'ambition du COMP Composantes est donc d'une part d'inscrire les actions des composantes dans la dynamique de la stratégie d'établissement et d'autre part d'appréhender leurs projets afin d'envisager les moyens pour les accompagner.

Le COMP Composantes est un levier supplémentaire pour mettre en synergie ses moyens et les priorités stratégiques de son offre de formation (effectifs, réussite, insertion professionnelle, équilibre L/M, nombre d'apprentis, etc.) et de son activité de recherche. Il s'agit d'impulser une dynamique d'établissement, commune à l'ensemble des composantes, afin de renforcer l'attractivité de l'université et de répondre aux besoins de son territoire et de sa jeunesse.

En ce qui concerne plus spécifiquement la formation, le profil d'établissement d'AU implique l'existence à la fois d'une offre de formation de proximité en premier cycle, d'une offre de formation professionnelle et d'un cycle de master adossé à ses laboratoires qui soit emblématique de sa stratégie de différenciation. Si la soutenabilité financière de cette offre de formation est déjà bien intégrée dans le pilotage de l'établissement, il devient essentiel aujourd'hui de considérer aussi que le poids des charges de formation qui pèsent sur les enseignants chercheurs ainsi qu'une masse salariale très contrainte limitent sévèrement les capacités de l'établissement à s'engager dans de nouveaux projets de recherche et de formation. Pourtant, une partie de l'offre de formation doit pouvoir évoluer rapidement afin de répondre aux besoins de la société, du territoire, et garantir l'attractivité nationale et internationale de l'établissement. Cela impose de faire des choix et que ceux-ci soient objectivés par les données. Après la mise en place d'indicateurs de pilotage des formations, l'établissement a donc commencé à déployer des contrats d'objectifs, de moyens et de performance avec ses composantes. Au cours du contrat à venir, ces COMP deviendront l'instrument privilégié du dialogue avec les composantes pour accompagner leur stratégie de formation, de recherche et de partenariats.

Le COMP décline au sein de chaque composante des orientations pluriannuelles stratégiques, sur les volets Formation et Recherche, qui doivent servir les objectifs de l'établissement dans le périmètre qui est celui de chacune des composantes.

Ces orientations sont déclinées annuellement, avec des objectifs, des jalons qui soient évaluables, accompagnés des indicateurs pour le faire. **Les financements et les moyens RH seront liés aux besoins, aux ambitions et aux engagements affichés dans les COMP Composantes.**

4. Le budget 2026 demeure soumis à de fortes contraintes

4.1. Une tendance au ralentissement des ressources de l'établissement

- On observe une tendance au ralentissement des ressources de l'établissement

Actuellement, la dotation de SCSP ne couvre pas les hausses liées à l'inflation et ne compense les mesures salariales de l'été 2023 qu'à hauteur de 50%, laissant à l'établissement la charge de supporter ces dépenses. Ce niveau de dotation devrait au mieux être maintenu en 2026. Les autres subventions publiques, hormis l'ANR et l'Europe qui affichent un financement constant ou en légère hausse, ont plutôt tendance à se maintenir à un niveau assez faible notamment pour les collectivités.

Les ressources propres, après avoir fortement progressé jusqu'en 2021, se stabilisent aux alentours de 6,7 M€ fin 2024, à 200 k€ de plus qu'en 2023. Ces moyens (liés à la recherche, la formation continue et l'apprentissage), s'ils traduisent le développement de l'activité dans ces domaines, ne constituent pas une ressource nette suffisante pour accompagner la totalité des besoins de l'établissement. Ils représentent moins de 10% des recettes de l'établissement, hors subventions publiques.

- Sur la même période, les dépenses de fonctionnement de l'établissement ont fortement

augmenté, de plus de 12% entre 2021 et 2024.

Depuis 2021, AU se trouve confrontée, comme tous les établissements d'enseignement supérieur, à une inflation généralisée et à une hausse importante de certaines de ses charges (gaz, électricité). Parallèlement, de nouvelles dépenses sont apparues pour répondre à des besoins tant conjoncturels que structurels : on soulignera notamment les dépenses de gardiennage liées aux directives nationales du Plan Vigipirate (300 k€ en 2023, 550 k€ en 2024) ainsi que les dépenses relatives aux systèmes d'information (SI) telles que l'acquisition de logiciels, jusque-là financés en investissement mais désormais considérés comme des dépenses de fonctionnement, soit 250 k€ de plus par rapport à 2022 dont 150 k€ de plus rien qu'entre 2024 et 2025 notamment avec les SI SIHAM, SIFAC, OSE et le SID... En 2025 également, avec l'ouverture de la Villa Créative, les coûts et recettes associées à cet espace seront désormais à prendre en compte en année pleine dans la construction des futurs budgets de l'établissement.

| | ENVELOPPES A.U. 2025 | ENVELOPPES A.U. 2024 | ENVELOPPES A.U. 2023 | ENVELOPPES A.U. 2022 | ENVELOPPES A.U. 2021 | ENVELOPPES A.U. 2020 |
|--|------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| FORMATION | 694 959 | 684 891 | 684 891 | 684 891 | 684 891 | 671 462 |
| RECHERCHE | 1 328 955 | 1 438 955 | 1 564 082 | 1 564 082 | 1 361 161 | 1 094 154 |
| AUTRES CHARGES | 5 718 000 | 5 295 000 | 5 010 000 | 4 812 642 | 4 535 000 | 4 460 000 |
| TOTAL ENVELOPPES | 7 741 914 | 7 418 846 | 7 258 973 | 7 061 615 | 6 581 052 | 6 225 616 |
| Evolution annuelle (en %) | 4,60% | 2,20% | 2,80% | 7,30% | 5,70% | |
| | Notification SCSP initiale 2025 | Notification SCSP définitive 2024 | Notification SCSP définitive 2023 | Notification SCSP définitive 2022 | Notification SCSP définitive 2021 | Notification SCSP définitive 2020 |
| Part fonctionnement SCSP (hors spécifique) | 4 017 162 | 4 104 644 | 4 206 891 | 4 291 365 | 4 257 114 | 4 233 719 |
| Evolution annuelle (en %) | -2,20% | -2,50% | -2,00% | 0,80% | 0,50% | |

La part « fonctionnement » de la SCSP, hors crédits spécifiques, baisse d'environ 2% chaque année tandis que les charges de fonctionnement de l'établissement ne cessent d'augmenter (+12% depuis 2021).

4.2. La maîtrise de la masse salariale et les moyens 2024-2025

Après une augmentation constante entre 2020 et 2022 principalement grâce aux financements exceptionnels reçus de la tutelle, l'effectif du personnel employé par l'université s'est stabilisé en 2023 (+ 9,2 ETPT de mai 2021 à mai 2023) pour augmenter de nouveau entre mai 2023 et mai 2024 : +17,5 ETPT et +20,5 ETPT entre mai 2024 et mai 2025. Cette augmentation est largement liée aux recrutements de contrats financés (Recherche, projet AESDER Expansion) ainsi qu'au dégel de certains recrutements notamment pour le remplacement des départs de fonctionnaires par des contractuels tant enseignants que BIATSS. De plus, de nouveaux contrats doctoraux sur chaires partenariales qui pèsent sur la masse salariale de l'établissement ont été accordés.

Pour 2025, le poids du schéma d'emplois, avec le dégel des recrutements, la campagne d'emplois 2025 ainsi que l'effet extension en année pleine de la campagne 2024, pèse à hauteur de 363k€. De plus, cette charge est accentuée par le Glissement Vieillesse Technicité en augmentation constante, passant de 158k€ en 2020 à 345k€ en 2021 et 471k€ en 2022 pour enfin se stabiliser à 490k€ depuis 2024. Le solde des entrées sorties identifié pour 2026 est de ce fait absorbé par le coût du GVT qui n'est pas financé.

Les repyramidages d'emplois tant E-C que BIATSS impactent la masse salariale en moyenne de 40k€ par an depuis 5 ans.

Enfin les mesures nouvelles intervenues entre 2022 et 2025 génèrent des effets importants sur la masse salariale, notamment les revalorisations du point d'indice plus les 5 points d'INM au 01/01/24, les relèvements successifs du SMIC ainsi que les mesures bas salaires (+1,2 Md€ au total), la LPR (+203k€), la protection sociale complémentaire, l'indemnisation du télétravail ainsi que le forfait mobilités durables et le remboursement transport revalorisés (+190k€ au total pour ces quatre mesures). Le retrait de la dotation soclée des crédits ORE par le ministère à hauteur de 530k€ affecte, de manière déterminante et définitive, les capacités financières de l'établissement.

Si dans les années passées, des moyens spécifiques tels que les appels à projets, ou des départs et vacances de postes offraient des marges de manœuvre de masse salariale, de telles opportunités n'ont pas été identifiées pour 2026.

Les propositions et demandes des composantes devront s'appuyer sur un argumentaire court, circonstancié et chiffré, s'inscrivant dans les orientations stratégiques qu'elles auront inscrites dans leur COMP. Si une demande de recrutement est réalisée par le biais d'un

autofinancement (transformation de moyens existants ou nouveaux moyens) l'argumentaire devra mettre en évidence de manière extrêmement rigoureuse les moyens dégagés et les indicateurs permettant d'en mesurer l'effectivité. Si des contrats d'enseignants LRU devaient être demandés, leurs recrutements se feraient sur le principe de l'autofinancement par les produits de l'alternance.

Comme en 2024, il est envisagé de mettre en place deux repyramidages : un pour les enseignants-chercheurs, en lien avec les remontées des COMP, et un pour les Biatss, l'ensemble représentant un coût de 57k€. Le poste de PR en repyramidage (art. 46.3) permettra d'appuyer une candidature de Chaire de Professeur Junior (CPJ), dont la thématique pourra être déconnectée de celle du poste proposé au repyramidage.

Afin de sécuriser la trajectoire financière de l'établissement, le volume horaire des maquettes d'enseignement doit être respecté, aucun dépassement ne sera accepté.

4.3. La nécessaire maîtrise des dépenses de fonctionnement 2026

Dans ce contexte où les marges de manœuvre sont limitées, une attention particulière continuera à être portée à la maîtrise de tous les postes de dépenses, qui, cumulés, représentent, une augmentation de plus d'un million d'euros par rapport à 2021.

En outre, les dépenses de déplacements et de réception ont également sensiblement augmenté ces trois dernières années ; c'est pourquoi un effort de l'ordre de 20% de réduction a été demandé dans ce domaine dès 2025 et devra être poursuivi en 2026. Les autres dépenses de sous-traitance et de services extérieurs sont en baisse avec une volonté de l'établissement de pérenniser des consommations réduites et de développer des marchés plus performants. Depuis 2023, le service des achats et de la commande publique s'est doté d'une politique d'achats d'établissement dont les objectifs sont la sécurisation juridique, mais également la performance de nos achats et la couverture progressive des domaines tels que le marché de traiteurs notifié au printemps 2025 et le marché de déplacements professionnels en cours de procédure.

Ces efforts ne sont pourtant pas à la hauteur des augmentations évoquées, d'où la recherche permanente de nouvelles marges d'économies avec les services et composantes ainsi que la mise en place de nouveaux modèles de redistribution afin de ne pas faire trop peser sur l'activité de l'établissement la baisse de notre principale source de financement que constitue la SCSP.

Ainsi, après une baisse sensible de 10% des enveloppes formation et recherche en 2025, il a été décidé de suivre seulement la trajectoire de la SCSP de fonctionnement cette année – soit une moyenne de 2% de réduction annuelle - en absorbant la hausse des charges structurelles au sein des services de support et de soutien de l'établissement.

4.4. Le recentrage du programme pluriannuel d'investissement

Le contexte déficitaire depuis 2022 et la mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'investissement ambitieux depuis 2018 ont eu des conséquences sur le fonds de roulement de l'établissement qui a sensiblement diminué (- 2M€ en 5 ans). Cette situation nous a obligé, depuis deux ans, à recentrer le programme pluriannuel d'investissement (PPI) sur les opérations du CPER 21-27 auquel AU participe financièrement à hauteur de 3 M€ : la Villa naturalité et la rénovation de la bibliothèque universitaire en learning center.

L'année dernière, le ralentissement constaté sur les autres opérations d'investissement en raison des problématiques d'effectifs dans les directions concernées, a contribué à stabiliser le fonds de roulement à 9 M€ - niveau permettant de redéfinir un PPI élargi. Ainsi, à compter de 2026, plusieurs opérations seront définies et proposées, en priorité relatives au réaménagement des espaces de travail, à la poursuite de l'amélioration de la sécurité et de la protection de la santé des agents ainsi qu'à la sûreté et à l'amélioration de la performance énergétique.

Enfin, AU va poursuivre sa démarche de rénovation énergétique et présenter de nouveaux projets, en vue d'obtenir les financements mis en place par le nouveau plan de relance prévu par le ministère. L'un des enjeux sera notamment de remporter des financements complémentaires pour participer, sur le plan énergétique, au projet CPER de rénovation de la bibliothèque universitaire.

Le Président d'Avignon Université

INDEX

AAP : Appel à projets
ACTES : Avignon : Catalyseur d'un Territoire d'ExcellenceS
AMUE : Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements
ANR : Agence nationale de la recherche
AU : Avignon Université
CA : Conseil d'Administration de l'Université
CAPACITÉ : Cours Adapté au Projet d'Avenir, aux Centres d'Intérêts et à la personnalité de l'Étudiant (NCU)
CMI : Cours Master en Ingénierie
CMQ : Campus des Métiers et des Qualifications (3A et ICC)
CNRS : Centre National pour la Recherche Scientifique
COMP : Contrat d'objectifs, de moyens et de performance
CPER : Contrat Plan État-Région
CT : Comité technique
DAGAP : Direction des Affaires Générales et de l'Aide au Pilotage
DFACI : Direction des Finances, des Achats et du Contrôle Interne
DGS : Directeur Général / Direction Générale des Services
DRH : Direction des Ressources Humaines
DSG : Dialogue Stratégique et de Gestion
EC : Enseignants-chercheurs
ED : École Doctorale
ESRI : Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation
ETPT : Emplois temps plein travaillés
EUR : Ecoles universitaires de recherche (Implanteus et InterMedius)
FR : Fédération de recherche
FRIA : Fédération Nationale des Industries Agro-alimentaires
INRAE : Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
ISARA : Ecole d'ingénieur en agroalimentaire de Lyon
NCU : Nouveaux Cours à l'Université (CAPACITE)
ORE : Loi relative à l'OrientatIon et à la Réussite des Étudiants
PANORAMA : Pour l'AccompagNement à l'OrientatIon et à la Réussite à Aix-Marseille Avignon (TIP)
PIA : Programme d'investissements d'avenir
RAE : Rapport d'auto-évaluation
SCSP : Subvention pour Charge de Service Public
SFTLV : Service de la Formation Tout au Long de la Vie
SFR : Structures fédératives de recherche (Tersys et Agorantic)
SI : Système d'Information
SID : Système d'Information Décisionnel
SUR : Sociétés Universitaires et de Recherche
TIP : Territoires de l'Innovation Pédagogique
UCA : Université Côte d'Azur
UFR : Unité de Formation et de Recherche
UMR : Unité Mixte de Recherche